

# Miser sur la destruction de l'Amazonie :

Comment les banques européennes et américaines financent  
l'industrie pétrolière et gazière malgré les risques  
environnementaux et sociaux qui poussent l'Amazonie au bord du  
gouffre

## **Crédits**

Auteure principal :  
Angeline Robertson

Rédaction supplémentaire :  
Pendle Marshall-Hallmark  
Amazon Watch

Recherche supplémentaire :  
Chris Kuveke  
Stand.earth Research Group

Photos de couverture :  
??

Quatrième de couverture :  
??

Conception graphique du rapport :  
?? Christine Ongjoco

Avec le soutien de :  
??

# Résumé

L'Amazonie est à un tournant. La poursuite de l'extraction de pétrole et de gaz, l'un des principaux moteurs de la déforestation, poussera le biome - essentiel pour l'atténuation du changement climatique et abritant plus de 400 nationalités autochtones qui le défendent et en dépendent - au bord d'un effondrement irréversible. C'est l'un des derniers endroits au monde à développer l'exploration ou la production pétrolière, d'autant plus que les impératifs de l'Accord de Paris sur le climat indiquent clairement qu'aucune nouvelle expansion des combustibles fossiles ne devrait se produire nulle part.

Pourtant, l'exploration et la production de pétrole et de gaz continuent de se développer, ouvrant des paysages forestiers intacts et des forêts primaires, entraînant une perte de biodiversité, violant les droits des peuples autochtones et provoquant une montée en flèche de la pollution et de la corruption. De nombreuses banques continuent de financer des sociétés pétrolières et gazières et des commerçants actifs en Amazonie, malgré l'adoption de politiques conçues pour évaluer ces risques environnementaux et sociaux dans leurs décisions de financement et d'investissement. Pour aggraver les choses, les implications climatiques de ces pratiques financières sont incompatibles avec le mandat scientifique de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C, à un moment où l'Agence internationale de l'énergie (AIE) appelle à la fin de l'expansion du pétrole et du gaz à l'échelle mondiale.<sup>1</sup>

En août 2020, Stand.earth et Amazon Watch ont publié un rapport critiquant les banques européennes pour avoir financé le commerce du pétrole amazonien des sources amazoniennes en Équateur et au Pérou, malgré des politiques qui semblent interdire un tel financement. Cet exposé a conduit les six principaux prêteurs à s'engager à maintenir leurs politiques de risques environnementaux et sociaux (RES) et à mettre fin à leur financement du commerce. En dialoguant avec ces banques et d'autres, nous avons découvert des problèmes, des lacunes et des relations supplémentaires, ce qui nous a finalement permis d'identifier quatorze banques en Europe et aux États-Unis qui sont impliquées dans l'industrie pétrolière dans le bassin amazonien, apparemment en contradiction avec leurs engagements et politiques de durabilité.

Ce tableau de bord est conçu pour évaluer et classer les efforts des banques pour mettre en œuvre leurs cadres de gestion climatique et RES en Amazonie. Le résultat du tableau de bord est un classement des performances de chaque banque et du risque associé de complicité dans la destruction de l'Amazonie, en fonction de la qualité de leur gestion des risques par rapport à une évaluation de leur exposition actuelle au risque de leurs finances et de leurs investissements dans les 90 sociétés pétrolières et gazières les plus actives en Amazonie, ainsi que toute controverse y afférente. Les banques qui ont pris des mesures pour exclure le financement du commerce du pétrole amazonien sont les premiers leaders dans cet effort, mais nos recherches montrent clairement qu'aucune d'entre elles ne peut encore se reposer sur les engagements qu'elle a déjà pris et être convaincue qu'elle a suffisamment géré les risques et les expositions.

Toutes les banques de ce tableau de bord ont reçu une copie de leur score initial et ont eu la possibilité de répondre. Dans la plupart des cas, ces clarifications ont amélioré leurs scores.

Tableau 1. Classement des banques, notes et niveaux de risque correspondants.

RANG	BANQUE	NOTE	% NOTE	NIVEAU DE RISQUE
1	RABOBANK	<b>B</b>	70 %	MODÉRÉ
2	ABN AMRO	<b>B-</b>	68 %	MODÉRÉ
3	ING	<b>B-</b>	66 %	MODÉRÉ
4	BNP PARIBAS	<b>C-</b>	54 %	ÉLEVÉ
5	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	<b>D</b>	45 %	ÉLEVÉ
6	UBS	<b>D</b>	45 %	ÉLEVÉ
7	CRÉDIT SUISSE	<b>D</b>	44 %	ÉLEVÉ
8	CRÉDIT AGRICOLE	<b>D</b>	40 %	ÉLEVÉ
9	NATIXIS	<b>F</b>	39 %	TRÈS ÉLEVÉ
10	CITIGROUP	<b>F</b>	38 %	TRÈS ÉLEVÉ
11	GOLDMAN SACHS	<b>F</b>	37 %	TRÈS ÉLEVÉ
12	DEUTSCHE BANK	<b>F</b>	32 %	TRÈS ÉLEVÉ
13	HSBC	<b>F</b>	30 %	TRÈS ÉLEVÉ
14	J.P. MORGAN CHASE	<b>F</b>	29 %	TRÈS ÉLEVÉ

Nous avons constaté que bien que la plupart des banques aient mis en place des stratégies climatiques pour atteindre le zéro net d'ici 2050, avec l'objectif prétendu de maintenir le réchauffement climatique à moins de 1,5 °C, elles n'ont pas encore fixé d'objectifs fermes pour décarboner leurs portefeuilles de financement et d'investissement. Parallèlement, les banques veulent continuer à financer l'industrie pétrolière et gazière. Ils prétendent utiliser leur influence financière et d'investissement pour engager les clients et les sociétés émettrices du pétrole et du gaz à réduire les intensités d'émission de carbone de ces gros émetteurs, plutôt que de désinvestir ou de les exclure. Mais sans objectifs de portefeuille, les banques ne savent pas combien de temps elles peuvent continuer à investir de l'argent dans l'industrie pétrolière et gazière avant qu'un scénario de 1,5 °C ne devienne irréalisable. Les données claires de l'AIE, de l'Institut pour l'environnement de Stockholm et du Programme des Nations Unies pour l'environnement indiquent qu'aucune expansion de la production n'est compatible avec un scénario de 1,5 °C, et les entreprises doivent prévoir une baisse de la production et des émissions globales, pas seulement des améliorations de l'intensité des émissions. <sup>2</sup> **Il n'y a aucun**

**moyen d'éviter une catastrophe climatique sans mettre immédiatement fin à tout investissement supplémentaire dans de nouveaux approvisionnements en combustibles fossiles.**

Cependant, à moins que les banques ne prennent des mesures décisives aujourd'hui, elles continueront à soutenir les activités qui détruisent le climat et la forêt amazonienne, et qui violent les droits des peuples autochtones, ceci à un rythme toujours croissant. Les engagements de zéro déforestation et les exclusions de déforestation peuvent aider les banques à gérer le risque que leur financement et leurs investissements entraînent une perte de forêts. Mais pour la plupart des banques, même ces interventions (qui ne sont pas toujours mises en œuvre efficacement) ne couvrent pas le secteur pétrolier et gazier. Les routes pour le pétrole et le gaz fragmentent des paysages forestiers intacts, ouvrant la porte à davantage de déforestation et de pollution industrielles.<sup>3</sup> Si les banques prennent au sérieux la protection de la biodiversité, elles ne peuvent laisser leurs décisions de financement et d'investissement soutenir des activités extractives qui provoquent la déforestation et la dégradation associée – à l'intérieur ou à l'extérieur des aires protégées. Mais les exclusions de la biodiversité des banques analysées dans ce tableau de bord sont souvent limitées aux zones protégées existantes et définies par la loi et n'incluent pas les territoires autochtones, qui ont un rôle crucial à jouer dans la conservation de l'Amazonie. Près de la moitié (45 %) des grandes zones de nature sauvage du bassin amazonien se trouvent dans des territoires autochtones.<sup>4</sup> L'analyse du tableau de bord montre que même dans le cadre des meilleures politiques de biodiversité, une trop grande partie de l'Amazonie est encore ouverte aux affaires.

Lorsque les banques ont des clauses de consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) dans leurs politiques, celles-ci sont généralement axées sur la sélection des projets pour la présence d'un processus CLPE avant que les banques ne prennent des décisions concernant le financement. Mais les banques adoptent une définition étroite du consentement qui permet à la consultation ou à l'indemnisation d'avoir le même poids que le consentement. Le consentement préalable et éclairé est la clé du CLPE, et les peuples autochtones doivent pouvoir le donner, le modifier ou le retirer, sinon leur consentement n'est pas libre. Marlon Vargas, président de la Confédération des nationalités autochtones de l'Amazonie équatorienne (CONFENIAE) a déclaré : « Pendant trop longtemps, l'industrie pétrolière a fait des ravages sur nos peuples autochtones, violé nos droits, abattu nos forêts, saisi nos territoires et créé un chaos climatique qui conduit à l'effondrement de l'Amazonie. Les banques qui financent cette destruction sont complices de la menace génocidaire qui pèse sur nos peuples et d'une menace existentielle pour l'humanité et notre planète. Nous appelons toutes les institutions qui financent l'extraction et le commerce du pétrole en Amazonie à prendre des décisions courageuses pour cesser de financer la pollution de l'environnement et le changement climatique. Leurs investissements doivent être basés sur des alternatives économiques durables pour nos pays et nos communautés. »

Les banques ont également besoin des avis des parties prenantes, en particulier des communautés autochtones de première ligne. Pourtant, très peu de banques disposent de processus d'implication et de réclamation adéquats et accessibles pour traiter les plaintes concernant les violations de leurs politiques RES. Nous avons constaté que les banques font preuve de complaisance – mettant le fardeau sur les parties prenantes ayant moins de pouvoir et de moyens de soulever des problèmes, sans politique claire sur la façon dont leurs voix seront entendues ou sur comment les recours seront justes. En attendant que les parties prenantes tirent la sonnette d'alarme, les banques ne corrigent pas les lacunes dans la mise en œuvre de leurs politiques tant que les communautés de première ligne n'ont pas déjà subi le poids des impacts négatifs en Amazonie.

En ce qui concerne la pollution et la corruption, notre tableau de bord a révélé que les banques ont des politiques RES encore plus faibles comparées à d'autres questions intersectorielles telles que les droits humains et la biodiversité. La pollution et la corruption sont le plus souvent considérées comme des problèmes liés à la conduite d'une entreprise (sa conduite commerciale), et ces problèmes sont les moins susceptibles de faire l'objet d'exclusions parmi toutes les principales menaces de l'Amazonie. Plusieurs entreprises de premier plan qui ont des antécédents récents de corruption et de pollution reçoivent encore des financements et des investissements de ces banques, malgré les indications des banques selon lesquelles les antécédents de ces entreprises rendraient plus difficile, voire impossible, pour les banques de faire affaire avec elles.

En outre, la recherche a révélé que les banques analysées dans ce tableau de bord ont un angle mort majeur dans leurs pratiques de prêt. Ils créent des prêts syndiqués renouvelables (facilités de crédit renouvelables ou FCR) valant plusieurs milliards de dollars pour leurs clients négociants en pétrole, mais n'ont pas une surveillance adéquate sur la façon dont l'argent sera dépensé. Les négociants en pétrole pourraient vraisemblablement le dépenser pour tout ce qu'ils décident étant les « fins générales de l'entreprise », sans un examen suffisamment minutieux par les banques pour détecter les risques environnementaux et sociaux ou les pratiques commerciales corrompues. Des enquêtes récentes menées par le ministère américain de la Justice ont révélé plus d'une décennie de pots-de-vin et de corruption dans les compagnies pétrolières nationales au Brésil et en Équateur qui ont été institués par des négociants en pétrole tels que Gunvor et Vitol, qui ont détourné d'énormes sommes de ces pays riches en ressources tout en laissant les économies des pays <sup>5</sup> crouler sous un endettement croissant.

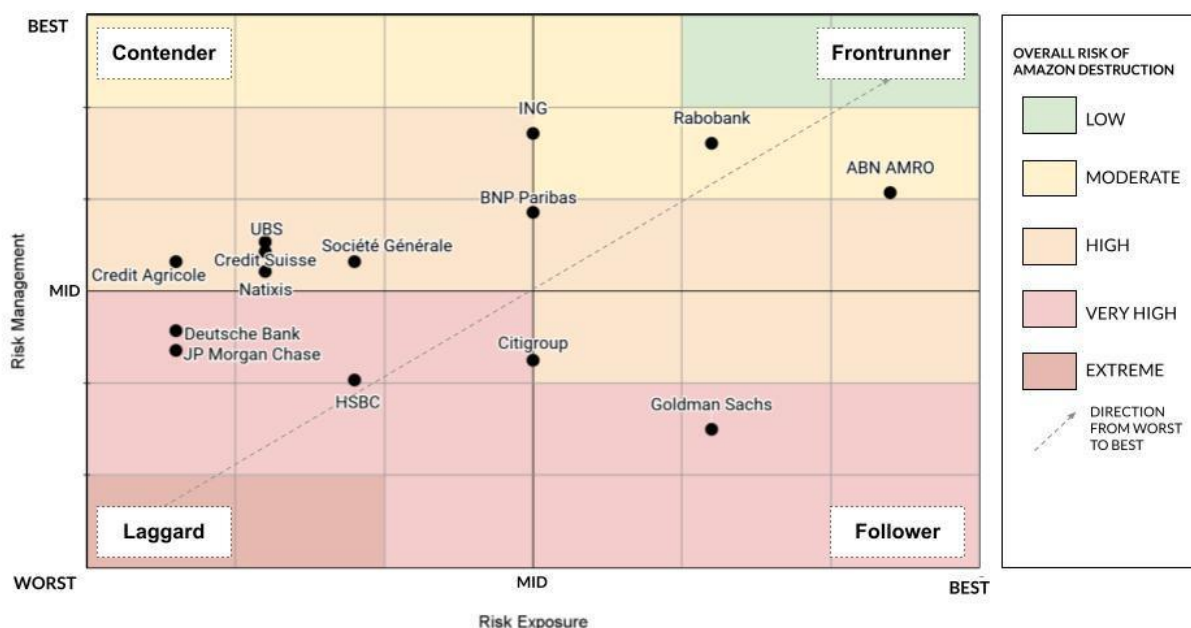


Figure 1. Diagramme de dispersion des scores bancaires et du risque global correspondant de destruction de l'Amazonie.

Dans ce tableau de bord, les banques sont classées en fonction de leurs scores de gestion des risques (positif) et d'exposition au risque (négatif) et se voient attribuer une note et un classement pour leur risque global de destruction de l'Amazonie. Les banques pionnières sont signataires de plus d'engagements en matière de climat et de développement durable, et pour plus longtemps, et font plus de rapports que les autres banques, ce qui suggère que la transparence est clé. Les banques concurrentes ont de bonnes politiques, mais leurs expositions indiquent un décalage entre leur « parler » et leur « agir » qui doit être corrigé. Les banques qui sont des Suiveuses ont des politiques moins efficaces que la moyenne mais ne sont pas aussi exposées dans l'Amazonie, et pourraient assumer des rôles de leadership en renforçant leurs engagements et leurs politiques. Enfin, les banques Traînardes n'avaient pas de politiques en place et sont ainsi très exposées. Certaines banques, comme Natixis, procèdent déjà à des changements pour améliorer leur score, en adoptant en avril 2021 une exclusion du financement commercial du pétrole équatorien de l'Amazonie.

Ces mêmes banques qui ont échoué dans la création et mise en œuvre des politiques protégeant l'Amazonie ont également des exclusions financières pour le pétrole arctique extra-côtière et intra-côtière, conçues pour protéger la haute valeur de la biodiversité de l'Arctique et sa vulnérabilité au changement climatique. La logique qui a conduit à la création d'exclusions arctiques peut et doit être appliquée à l'Amazonie.

Les deux écosystèmes ont des seuils environnementaux basés sur les conditions climatiques, telles que la température et les précipitations. Par exemple, le bassin amazonien fait sa propre pluie. Cet acte massif d'autosuffisance est fondé sur l'étendue et la connectivité de la forêt tropicale, donc la disparition de la grande canopée sombre, entraîne le même destin pour le volume de précipitations qu'elle produit - jusqu'à un point de basculement après lequel elle ne peut plus se maintenir. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2019) définit un point de basculement comme la réalisation de « l'irréversibilité – telle que la dégradation des écosystèmes qui ne peuvent pas être restaurés à leur niveau de référence d'origine », mais Boers et al, 2017 ont une définition audacieuse qui clarifie l'échelle du problème : « la possibilité d'un dépérissement de l'ensemble de l'écosystème en raison de la déforestation uniquement de certaines parties de la forêt tropicale ». <sup>6</sup> Lovejoy et Nobre (2019) ont établi qu'« un point de basculement pour que le système amazonien se tourne vers des écosystèmes non forestiers en Amazonie orientale, méridionale et centrale se situe à un niveau de déforestation d 20-25 % ». <sup>7</sup> En mai 2021, la déforestation amazonienne a atteint un niveau record. <sup>8</sup>

**Le tableau de bord révèle que la seule véritable solution pour gérer le risque de destruction de l'Amazonie est que les banques excluent le pétrole et le gaz de l'Amazonie de leurs portefeuilles**, en prenant en compte l'ensemble du biome amazonien (voir la définition du biome à la page 23) et en créant une stratégie de sortie qui omet le financement et l'investissement d'abord pour une nouvelle expansion, puis pour les négociants en pétrole, et enfin, pour l'ensemble de l'industrie pétrolière et gazière dans le biome amazonien. Alors que l'IEE appelle à l'interdiction complète de l'expansion pétrolière et gazière à l'échelle mondiale, les organisations autochtones et les ONG alliées demandent également de toute urgence des mesures de protection pour empêcher l'Amazonie de poursuivre sa trajectoire destructrice de « point de basculement ». Alors que les allégations de corruption dans le commerce du pétrole amazonien s'intensifient, les banques sont à court de raisons de ne pas prendre cette mesure.